

LA GUERRE : UN MODE DE VIE AU GUATÉMALA.

Jésus GARCÍA-RUIZ

L'approche historique des conditions d'émergence des processus d'affrontement militaire entre les mouvements insurrectionnels et l'armée du Guatemala et l'engagement — de gré ou de force — des populations indiennes-paysannes dans le conflit permettent un premier constat : les enjeux initiaux de ce conflit étaient étrangers aux préoccupations des paysans qui s'y trouvaient impliqués. Mais, à chaque fois, la situation créée par l'opposition des groupes de combattants a progressivement conduit une fraction significative de la population à prendre parti, à s'engager à son tour dans la guerre, comme si elle en avait constitué — à partir d'un certain moment — le véritable enjeu.

En effet, très rapidement, les responsables du mouvement insurrectionnel des années 70¹ ont pris conscience que l'unique issue pour le développement du rapport des forces sur le terrain était l'incorporation de la paysannerie en tant que combattante d'une part et en tant que base logistique de l'autre, car c'était d'elle — et d'elle seule — que pou-

1. Une fois l'époque des analyses orthodoxes (où l'articulation de la lutte des classes passait par une « prolétarianisation de l'Indien ») révolue, la gauche guatémaltèque inséra à son analyse, et comme thème central, « la question indienne ». Il y avait deux raisons majeures à cela : contrairement à ce qui s'était passé dans d'autres pays d'Amérique Latine, les Indiens guatémaltèques étaient trois fois plus nombreux qu'à l'époque de la conquête, ils ne représentaient pas moins de 60 % de la population totale. Autrement dit, leur taux de croissance démographique était bien supérieur à celui de la population non indienne; par ailleurs, leurs régions revêtaient un intérêt stratégique des plus importants. C'est du reste là que les campements furent installés.

vaient venir les ressources alimentaires et l'infrastructure nécessaire à bon nombre d'opérations sur le terrain.

L'armée comprit à son tour que le véritable enjeu était la population civile. C'est pourquoi le commandement eut recours au patrimoine stratégique des pays ayant une pratique effective : l'expérience du Vietnam pour les USA, celle d'Israël dans les territoires occupés, les techniques de l'apartheid de l'Afrique du Sud, les techniques de guerre psychologique de Taïpeh². Ces expériences permirent aux militaires guatémaltèques d'opérer au sein des populations indiennes avec une précision quasi-chirurgicale au niveau du social, de l'idéologique et du religieux.

1. Les étapes de l'affrontement militaire

Les forces sociales et politiques ont connu, à compter de 1944, une transformation lente mais précise : même si, de toute évidence, Arévalo ne résoud pas le problème de la terre - en 1945 1 % des propriétaires possèdent 80 % des terres cultivées et 75 % des surfaces exploitées sont inférieures à 3ha 1/2 — il rend possible l'émergence politique des paysans. Mais le coup d'état de Castillo Armas déclenche, par la suite, une véritable chasse aux sorcières : les terres distribuées aux Indiens et aux paysans pauvres sont rendues à leurs anciens propriétaires et ceux qui en avaient bénéficié sont qualifiés de « communistes ». L'Eglise Catholique, représentée par l'archevêque Rosel y Arellano, adhère, quant à elle, activement et devient vite un des pôles des forces conservatrices qui se joindront à Castillo Armas. Dans sa *lettre pastorale* du 2 juillet 1954, celui-là insiste sur la « vente mercenaire du Guatemala au communisme international et sur l'effet de déchristianisation du communisme »³.

Dès la fin des années soixante, une nouvelle conscience indienne émerge à son tour. Elle résulte de l'action de facteurs divers : développement de l'Action Catholique⁴, de la Démocratie Chrétienne et, plus tard, des « communautés chrétiennes de base » dans les régions indiennes, institutions à travers lesquelles de nombreux dirigeants in-

2. Cf. Pierre L. VAN DEN BERGHE, de l'Université de Washington, qui a analysé les modalités d'intervention dans la zone ixil dans « The ixil triangle : Vietnam in Guatemala ».

3. Mgr. Mario ROSEL Y ARELLANO, lettre pastorale *La paz, fruto de la justicia y del amor*, 2 juillet 1954.

4. Il n'existe pas de véritable étude globale sur le rôle de l'Action Catholique rurale dans le processus de politisation des groupes indiens au Guatemala. De nombreux indices permettent de penser qu'il fut de première importance : cf. CALDER, B., 1970:96 ss. ; FALLA, R. 1980: 245 ss. ; GARCIA-RUIZ, 1990.

diens bénéficiant de cours sont formés. Ils seront à l'origine de plusieurs organisations, du développement des Ligues Paysannes qui, même si elles n'ont à l'origine qu'un rôle de réflexion sur les problèmes indiens, prennent rapidement conscience du besoin d'organisations fortes pour défendre leur terre et leurs intérêts. Par ailleurs, le travail politique de la guérilla et son rôle dans l'organisation des groupes de résistance et d'auto-défense, sont autant de facteurs qu'il faut considérer.

C'est en 1962 que la première organisation armée se constitue : les Fuerzas Armadas Rebeldes — FAR⁵ —, le bras armé du Parti Guatémaltèque du Travail, dont elles se démarquent à partir de 1964. Cette guérilla était celle des classes moyennes, tant par ses combattants que par sa base sociale: au début, les étudiants qui y adhéraient venaient des Jeunesses Communistes (JC), et plus tard ce seront de jeunes officiers en rupture avec l'armée. L'armée réagit violemment. Avec le soutien des bérêts verts nord-américains, elle mena la répression contre la population qui, frappée de plein fouet, se désolidarisa du mouvement guérillero.

Deux nouveaux mouvements apparaissent dans les années 70 : le Ejército Guerrillero de los Pobres (EGP) et la Organización del Pueblo en Armas (ORPA). Le premier — l'EGP⁶ — s'est constitué en exil. Depuis le Mexique, il pénètre au Guatemala en 1975 en passant par le nord du département Quiché. Cette région deviendra leur centre opérationnel. Même si les groupes indiens n'intègrent pas immédiatement l'organisation, ils lui apportent un soutien certain qui deviendra, plus

5. En 1961 le Partido Guatemalteco del Trabajo (PGT) approuve une résolution de soutien à la lutte armée. En décembre 1962, de l'alliance du PGT et de certains jeunes officiers (Luis A. Turcios Lima, Marco A. Yon Sosa, Alejandro de Leon, Luis Trejo Esquivel), qui s'étaient soulevés le 13 novembre 1960 contre le gouvernement de Ydigoras Fuentes, naissent les FAR — Forces Armées Rebelles —.

Les FAR auront un premier centre opérationnel dans la Sierra de las Minas et puis dans El Peten. (Voir « entrevista à Pablo Monsanto », *El Nuevo Diario*, 5 octobre 1982). L'incorporation d'Indiens aux FAR se produit essentiellement dans le département de Alta Verapaz où un groupe de Cakchiquel commandés par Emilio Román López (connu sous le nom de commandant Pascual) coordonnait les opérations.

6. La première opération publique de l'Ejército Guerrillero de los Pobres (EGP) — Armée Guerillero des Pauvres — fut l'exécution, en 1975 de Luis Arena, connu sous le nom de « Tigre de Ixcán ». Il s'agit d'un riche propriétaire détesté et craint de tous. Pour les Indiens ixiles, il représentait le symbole de l'injustice et de l'exploitation arbitraire. L'EGP occupe le nord du Quiché et la zone montagneuse de Huehuetenango. Il s'agit d'une organisation politico-militaire qui accumule toute la tradition et l'expérience des différents groupes de gauche, depuis le coup d'Etat de Castillo Armas en 1954 (PERALES, I. 1990: 69 ss.). Ses positions sur la réalité indienne au Guatemala ont été exposé surtout dans « Los pueblos indígenas y la revolución guatemalteca », in *Compañero* n° 5, Guatemala.

tard, engagement actif. L'ORPA⁷, quant à elle, s'engage militairement en 1979 à partir des régions montagneuses du centre-sud depuis lesquelles elle mène des actions de soutien au paysans pauvres et aux Indiens sans terre qui vendent péniblement leurs force de travail dans les fincas caféyières.

Face au développement des actions insurgées, le général Romeo Lucas Garcia, Président de la République, confie au général Benedicto Lucas⁸ — son frère — la tâche de mobiliser l'armée et d'affronter le mouvement guérillero. L'Etat Major met sur pied un « Plan de contre-insurrection ». Mais c'est le 23 mars 1982 qui marquera le début d'une nouvelle stratégie de la part de l'armée. En effet, même si une partie importante des projets mis en oeuvre a été élaborée par le gouvernement de Lucas Garcia, (Anzueto, 1981, Nairn, A. 1981), c'est à cette date qu'un coup militaire porte au pouvoir une junte, dont le général Efraim Ríos Montt⁹, « ancien » de la secte du Verbe, fait partie, junte qui sera dissoute plus tard et dont il deviendra président de facto.

Les premières analyses mettent l'accent sur l'intervention des jeunes officiers nationalistes qui défendaient une certaine éthique garante de l'efficacité des ressources d'Etat : moderniser l'armement et les structures pour faire face aux insurgés. La présence du général Ríos Montt dans la junte était de nature à rassurer les jeunes officiers qui le soutenaient pour des raisons bien plus subjectives : des pasteurs, des télé-évangélistes, des membres de l'Eglise du Verbe — dont il faisait partie — le présentaient comme « investi d'une mission prophétique,

7. L'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) intègre vite la dimension « ethnique » dans ses postulats. Elle parle des Indiens en termes de « natifs » — terminologie fréquemment utilisée par les Indiens eux-mêmes pour s'auto-définir — ce qui, dans la perspective de l'organisation, implique une option idéologique: ce sont eux les premiers habitants du territoire, ce qui veut dire que ce sont eux qui ont les droits sur la terre. Ces positions sur la problématique indienne ont été exposées dans *La véritable dimension du racisme*, Paris, 1978.

8. Le général Lucas Garcia avait été formé en France et avait participé à la guerre d'Algérie ; il revendiquait cette expérience qui l'érigeait en expert des techniques de contrôle de la population (ANZUELO, J. « General Benito Lucas : "Ningún país nos va a intimidar" », in *Diario de Centro América*, 14.09.1981)

9. Ríos Montt avait été le Directeur de l'Ecole Militaire, Chef d'Etat Major pendant le gouvernement du général Carlos Arana Osorio (1970-74) et, en même temps, Directeur des Etudes de l'Ecole Interaméricaine de la Défense, organisation promue par le Pentagone. Il a été le candidat de la Démocratie Chrétienne aux élections de 1974, mais le groupe de Arana — la Central Auténtica Nacionalista — que soutenait le général Laungerud, s'appropriâ la victoire.

comme élu de Dieu pour construire le nouveau Guatemala »¹⁰. L'arrivée au pouvoir de la junte militaire d'abord puis la main-mise politique de Rios Montt sont à replacer dans un contexte précis : l'avancée du mouvement guérillero est, à partir des années 80, de plus en plus rapide et efficace, comme le montre la carte n° 2.

C'est dans ce contexte qu'il faut re-situer le Plan National de Sécurité et de Développement¹¹ présenté le 5 avril -treize jours après le coup d'État- aux ministres d'Etat par l'Etat Major Spécial de l'Armée, devenu ensuite Etat Major de la Défense Nationale. La fonction de cet organisme dans le nouveau dispositif est de « préparer les plans pour la sécurité et la défense » et il est constitué d'une Direction, d'une Inspection Générale de l'Armée, et de cinq Directions Générales : Personnel, Renseignements, Operations, Logistique et Affaires Civiles. Cette dernière nous intéresse tout particulièrement : les Affaires Civiles remplacent l'ex-Action Civique, et à ce stade les unités qui en dépendent seront responsables du traitement du projet ; c'est à elles qu'incombent l'analyse des conflits et l'élaboration des stratégies de riposte.

Le Plan National de Sécurité et de Développement prévoit l'organisation de l'action militaire, politique et sociale de l'armée. Le plan de campagne pour 1982, baptisé « Victoire 82 », a pour objet de reconquérir le territoire, c'est-à-dire de disputer à la guérilla son implantation dans la population. A cette fin, l'armée met au point la stratégie de la « terre brûlée » comme le moyen le plus efficace pour priver les insurgés de leur base humaine et matérielle. D'où une destruction massive de

10. Cette dimension a été « mise en scène » depuis le début : les caméras de télévision montraient les anciens de l'Eglise du Vebe en train d'imposer leurs mains sur la tête de Rios Montt, peu avant qu'il n'apparaisse en tenue de camouflage avec les autres membres de la junte. Cette même « image » a été promue pendant toute la durée de son mandat. L'« homélie » retransmise par la radio et la télévision le 26 décembre 1982 est à cet égard particulièrement significative : « Dans cette dimension, dans le respect des commandements, dans la prière, nous devons en cette année 1983 faire notre possible pour que loups et brebis dorment côte à côte, pour que les chèvres et chevreaux aillent en paix. Et si vous et moi savons qui est Dieu, le monde se rendra compte du miracle du Guatemala et il n'y aura plus de guerre, au contraire, il y aura paix, sécurité et prospérité ». Voilà le genre de discours que le président évangélique tenait, alors que, par ailleurs, il appliquait la politique de la « terre brûlée ».

11. Le *Plan Nacional de Seguridad y Desarrollo* (PNSD-01-82) a été élaboré par une commission de travail dont faisaient partie des membres de l'Etat Major de l'époque et du Centre d'Etudes Militaire (CEM). Cette instance était plus particulièrement chargée de la réflexion au sein de l'armée. Le Plan a été présenté publiquement le 5 avril par le colonel d'infanterie et Directeur du CEM Rodolfo Lobos Zamora qui peu de temps après allait être nommé chef d'Etat Major de la Défense Nationale.

villages et les massacres systématiques de populations qui s'accompagne de déportations massives¹². A chaque fois, l'armée procédait à des regroupements forcés des familles — ou de ce qu'il en restait — dans des villages stratégiques (Aguilar, 1882), les séparant ainsi de leurs conditions historiques de vie et les plaçant, de ce fait, sous sa seule dépendance. Cette mise en condition des Indiens était donc intentionnelle, et minutieusement planifiée.

L'articulation de cette stratégie (Garcia-Ruiz, J. et Meillassoux, C. 1987) reflète la cohérence du modèle : les villages stratégiques — appelés villages modèles — sont des concentrations urbaines permanentes, construites de toutes pièces, où est concentrée la population déstructurée par la stratégie de la « terre brûlée ». Celle-ci devient ainsi une véritable population captive, soumise au contrôle de l'armée. Il existe également, parallèlement et indépendamment à cette structure, des « camps de rééducation idéologique » où sont momentanément concentrés des indiens originaires de divers groupes ethniques. On essaie de provoquer chez eux, par le biais de techniques d'incidence psychologique sophistiquées, des réactions de dépendance et de soumission vis-à-vis des forces armées, présentées comme défenseurs de leurs intérêts. Ces deux structures sont toujours rattachées à un détachement militaire. Cet ensemble — villages modèles, camps de rééducation, détachement militaire — intègre le « pôle de développement », dont la spécificité et la philosophie ont été explicitement exposées par l'armée dans *Polos de desarrollo y de servicios* (Gobierno, 1984). Ces pôles sont implantés dans les départements de El Quiché, Huehuetenango, Alta Verapaz et El Petén. En complémentarité avec ce dispositif, tous les hommes entre 15 et 55 ans sont obligatoirement incorporés à la structure paramilitaire des Patrullas de Autodefensa Civil, — PAC — où ils doivent investir un ou deux jours par semaine pour participer à des tours de garde, des ratissages systématiques dans la région, etc. Ceci

12. En 1981 *Amnesty International* (1981:6) estimait à 5 000 le nombre des victimes tuées entre 1978 et 1981. Le *Washington Office on Latin America* (1985) dénombrerait entre 50 000 et 70 000 morts et affirmait que 440 cantons avait été détruits entre 1980 et 1985. Le nombre de disparitions recensées est d'environ 35 000, d'après Manz (1986: 50). De son côté, la Cour Suprême de Justice du Guatemala parlait de 150 000 enfants devenus orphelins -ayant perdu leur père ou leur mère ou encore les deux- entre 1981 et 1984 (Commission des Droits de Homme, Eglise du Guatemala en Exil, Justice et Paix). Il faut encore ajouter 1 000 000 de personnes réfugiés internes, c'est à dire qui ont été contraintes d'abandonner leur village d'origine, et près de 200 000 exilés qui ont fui vers le Mexique, le Honduras, etc. (Infopress Centroamericana, 1988 : 110). Dans un pays de 8 millions et demi d'habitants, dont 60 % sont Indiens, il est facile d'évaluer l'incidence de ces processus sur la culture, le territoire, l'identité tout court.

veut dire que l'armée dispose de 900 000 paysans mobilisables et « contrôlables ». Ces patrouilles sont dirigées par un corps de coordination nommé par l'armée, et dépendent directement des attachés militaires qui, grâce à cette structure et à celle, parallèle, des « oreilles », disposent d'efficaces modalités d'incidence et d'auto-censure sur la population.¹³

Arrachées ainsi à leur territoire, ces populations voient en outre disparaître -dans le sillage de leur base productive- leur patrimoine matériel aussi bien que les repères historiques et conceptuels de leurs institutions et de leur vie domestique. Mais surtout, elles vont voir disparaître les réseaux sociaux et symboliques dont elles disposaient historiquement pour affronter le malheur, le mal, la maladie, la mort. Ces réseaux implicites et explicites, régulateurs des rapports sociaux, stabilisateurs des consciences individuelles et collectives, sont garantes des relations des hommes entre eux, avec la nature et avec les forces sacrées. Ces processus de déconstruction-reconstruction des cadres idéologiques et des formes de vie paysanne — destructuration des relations spatiales, des modes d'accès à la subsistance, des procédés de travail, etc. — entraînent la modification des systèmes de représentations. En effet, les représentations traditionnelles sont vulnérables parce qu'une partie importante de la structure politique qui les soutenait et les articulait a disparu et a été supplantée par les nouveaux lieux de pouvoir et les nouveaux enjeux sociaux (Garcia-Ruiz, 1988). Dans ce domaine également des techniques hautement sophistiquées ont été mises en place.

Mais les responsables d'une telle politique ne pouvaient mettre en oeuvre indistinctement la stratégie de « la terre brûlée » pour priver les insurgés de leur logistique et de leur base de soutien, car c'était courir le risque très réel de se priver, à leur tour, de tout soutien politique de cette paysannerie, et donc d'encourager l'incorporation d'une partie importante de celle-ci dans l'organisation logistique et militante de la guérilla, favorisant, finalement, leur adhésion aux idéaux qui donnent sens au combat des opposants.¹⁴ Il est certain que les conséquences de ce processus contradictoire ont, naturellement, retenu l'attention des chefs de guerre, aussi bien dans le camp des insurgés que dans celui des stratèges de la contre-insurrection. Cette prise de conscience permet

13. Voir: BLACK, G., 1984: 146-150 ; McCLINTOCK, M., 1985: 240-259.

14. L'incorporation massive d'Indiens au mouvement guérillero s'explique par différentes raisons, depuis les convictions politiques jusqu'à la conscience d'accomplir la volonté de Dieu. Mais un des facteurs déterminants a été la repression sanglante contre tout type de revendication sociale.

l'évolution des stratégies et des méthodes aussi bien chez les premiers que chez les seconds.

A cette phase de « pacification » a suivi le Plan de Campagne « Fermété 1983 » dont l'objectif était le contrôle de cette population désarticulée et l'occupation de son territoire. C'est à ce moment que sont créés « les pôles de développement », de véritables concentrations stratégiques où la population éparpillée est regroupée et relogée dans des unités d'habitation construites par les habitants eux-mêmes sous le contrôle des militaires. Loin de ses bases productives, cette population se trouve donc en situation de dépendance alimentaire, idéologique et émotionnelle. C'est dans ce contexte que les unités des Affaires Civiles prennent tout leur sens.

2. La théorie et la pratique des « Affaires Civiles »

L'action de l'Armée, en ce qui concerne les populations, était menée depuis 1954 — date du coup d'État dirigé par Castillo Armas — par le biais de l'Action Civique. Il s'agissait plutôt d'une structure paternaliste de caractère « caritatif » marqué. Mais le Plan National de Sécurité et de Développement modifie totalement son rôle: élevée au rang de Direction Générale — au même titre que la direction des opérations, de la logistique ou des renseignements — ce nouveau statut montre l'importance du rôle qui lui est assigné au sein de la nouvelle conception stratégique.

Les documents auxquels nous avons pu avoir accès et les informations recueillies pendant notre travail de terrain montrent clairement qu'il s'agit d'une planification précise grâce à laquelle l'armée se dote des moyens, des hommes et des projets nécessaires à une intervention précise sur la population indiennes des régions où les mouvements insurrectionnels sont implantés.

Le raisonnement de l'état-major est simple: en s'appropriant la nation — ce sont les Forces Armées qui ont veillé aux « intérêts de la nation » — elles revendiquent le rôle de fer de lance contre la « subversion et le terrorisme », ce à quoi n'étaient pas parvenus les gouvernements antérieurs, du fait de leur incompétence. C'est à elle que revient donc la direction de l'Etat. Ce raisonnement lui « permet » de se situer en tant qu'« institution qui donne sa force à la démocratie » d'une part, et qui garantit, d'autre part, le développement et la coexistence

15. Estatuto Fundamental del Gobierno, Decreto-ley n 24-82. Plan de Acción de Máxima Prioridad, Decreto-ley n°65-84. Plan Nacional de Seguridad y Desarrollo, Decreto-ley O1.82, Guatemala, 1.4.1982.

sociale des différentes composantes de la société. Pour ce faire, elle élabore la « doctrine » et la « pratique » des « Affaires Civiles ».

En quoi consiste cette « doctrine » ? Quels secteurs recouvre-t-elle ? Le *Document Organique de l'Armée* apporte des éléments de réponse puisqu'il décrit cette doctrine comme « ... l'ensemble des activités que mène le Gouvernement avec la collaboration des autorités civiles et de la population en général, pour faciliter les opérations militaires contre un ennemi déclaré ou non, de même que pour prévenir et résoudre les problèmes découlant du sous-développement et de l'action des groupes terroristes ». Ce sont les unités des Affaires Civiles qui dirigent la coordination des « programmes de contrôle de ressources, d'approvisionnement et de soutien des populations civiles aux unités militaires... (de même que) le soutien militaire à la défense civile... (et) les relations du commando avec les communautés sur les zones d'opérations ». Ce sont aussi les Affaires Civiles qui doivent organiser et coordonner les processus découlant de l'intervention militaire : « les techniques de formulations et de gestion des projets (civiques, éducatifs, de santé, agricoles, d'artisanat, etc.), réception, attention, relogement et sécurité des déplacés, réfugiés et rapatriés », autant de processus dont la complexité est certaine et que le *Document Organique de l'Armée* a prévu : « l'aire sur laquelle s'exerce la responsabilité des unités des Affaires Civiles varie en fonction du lieu et de la situation. Tout en dépendant de l'Etat d'exception, elle pourra assumer les fonctions habituelles du gouvernement civil, jusqu'à la restructuration de l'autorité locale, si la situation l'exige ». Les déclarations de l'ex-chef de l'Etat-Major, le Général Lobos Zamora¹⁶, mettent l'accent sur les activités concrètes qui leur sont assignées : « Elles (les unités des Affaires Civiles) mèneront des opérations de sécurité, de développement, de contre-subversion et de guerre idéologiques. En d'autres termes, une fois la sécurité de l'Etat garantie, l'Armée pénètre la population avec des objectifs de développement, pour pallier la vulnérabilité que présente notre société étant donné l'état d'abandon dans lequel elle a vécu et dont s'est efficacement servi la subversion puisque celle-ci disposait déjà d'une expérience de douze années de travail politique dans la région. C'est pourquoi il était nécessaire de l'arrêter de la même façon et c'est pour cela que nous entrons dorénavant dans l'ère des opérations idéologiques militaires et développementistes qui, jusqu'à présent, nous ont donné pleine satisfaction ».

16. Gobierno de Guatemala, *Polos de Desarrollo y de Servicios*, Guatemala, editorial del Ejército, 1984: 58).

La mission qui leur est assignée est donc claire. Nous pouvons la résumer ainsi :

— dans un premier temps, ces unités organisent, planifient et mènent des opérations de contre-subversion et de « guerre idéologique » pour récupérer la population civile et l'intégrer à la stratégie de l'armée ;

— c'est également à ce service qu'il incombe de réorganiser et de contrôler la population une fois que les opérations militaires ont été menées à bien : organisation des villages stratégiques, des pôles de développement, relogement des réfugiés, etc.

— une fois la population civile « traitée » de la sorte, ce sont les techniciens de S-5 qui sont chargés de l'organisation des projets de développement, de leur gestion et de l'administration. Il s'agit donc d'un processus d'emprise sur l'administration locale : la fonction administrative incombe à l'armée.

L'expérience nord-américaine, de même que celle de la Chine nationaliste, avait fait prendre conscience aux théoriciens de l'armée que le niveau psychologique et émotif était une composante incontournable de la guerre et qu'il était nécessaire d'articuler cette composante au niveau de leurs propres forces, de celles de l'ennemi et de la population engagée dans le conflit. Il fallait valoriser et consolider en permanence « les principes moraux et idéologiques nécessaires à la stimulation et au développement de la morale combative » de ses forces; il fallait, face à l'ennemi, pour le démoraliser, provoquer des dissensions et des désertions ; créer à l'intérieur de la population civile un « sentiment d'identité et d'unité », impliquant l'adhésion aux référents et aux valeurs propres à l'armée et néanmoins présentées comme composantes de l'identité nationale.

La « pratique » des Affaires Civiles est organisée depuis la Direction (D-5) et la Section (S-5) des Affaires Civiles dont dépendent les « promoteurs sociaux » qui se trouvent sur le terrain d'opération. Cette Direction des Affaires Civiles (D-5) a pour fonction « de conseiller le Chef d'Etat-Major de la Défense nationale dans les secteurs liés aux aspects économiques, politiques, sociaux et psychologiques des opérations militaires », tandis que la Section des Affaires Civiles (S-5) est responsable sur le terrain. Ses unités sont chargées, d'une part, de conseiller les Commandants de chaque Zone Militaire et, d'autre part, de mener à bien des opérations concernant la population « conquise ». Ces unités sont composées de personnel spécialisé dans les sciences sociales, les techniques d'éducation, l'assistance médicale, les programmes de développement, d'organisation etc., et ils sont installés dans l'enceinte du détachement militaire sous le contrôle du commandant. Les différents entretiens que nous avons pu obtenir avec ces « promoteurs sociaux » — à l'intérieur et à l'extérieur des zones de

conflit — nous ont permis une approche de la nature et des modalités de leur action que nous considérons de deux ordres.

a. L'action militaire

Au fur et mesure que les opérations militaires avancent sur le terrain, les unités des Affaires Civiles participent activement à la consolidation du territoire repris à l'ennemi. Pendant la phase d'affrontement, ce sont les Affaires Civiles qui se chargent de l'analyse des informations recueillies et de leur exploitation : « c'est sous notre responsabilité que se trouve le service social de renseignements », terminologie utilisée pour les distinguer des services de renseignements spécifiquement militaires. Cette information est traitée pour « profiter des avantages sur les guérilleros, pour les disqualifier aux yeux de la population et provoquer chez elle un rapprochement et une demande de protection après les souffrances endurées lors des opérations ».

Dans cette même logique d'intervention sociale, et en complémentarité avec l'action militaire, les unités des Affaires Civiles sont plus particulièrement chargées de recenser, de classer et d'analyser la population. Ceci selon un double objectif : en premier lieu, « pouvoir déterminer qui est qui, où il se trouve et ce qu'il fait, ce qui nous permettra ensuite de savoir quoi en faire », en deuxième lieu parce que ce recensement permet un contrôle strict de l'emplacement de l'habitat, des terrains cultivés, de la production, de l'activité commerciale et des achats hebdomadaires sur le marché, d'éventuels déplacements, des activités quotidiennes, etc. Or, ces informations sont absolument nécessaires pour pouvoir établir un contrôle sur les relations guérilla-population, celui-ci étant à son tour indispensable pour démanteler la logistique des groupes insurgés et les priver des ressources dont ils ont besoin pour le développement des opérations et leur subsistance. Une attention toute particulière est accordée à l'activité commerciale hebdomadaire sur les marchés des villages aux alentours des zones de conflit. En effet, le contrôle strict de la population permet d'évaluer les nécessité des groupes familiaux et de détecter tout achat potentiellement destiné à satisfaire les besoins des groupes combattants.

b. L'action d'intervention sociale et de recomposition idéologique

Une fois reconquis l'espace et les hommes, il faut consolider la conquête matérielle et commencer la conquête idéologique. La consolidation spatiale implique l'intégration de la population civile au processus et aux organismes d'auto-défense : « il faut que chacun s'intègre activement, s'insère dans les systèmes de sécurité, s'oppose à la guérilla. Il ne s'agit pas seulement d'accepter ou d'être pour l'armée, il

faut être activement contre les insurgés, ce qui est la meilleur façon d'être pour l'armée ». Dans ce sens, les Affaires Civiles mettent en place dans chaque localité des Comités de volontaires de la défense civile qui sont chargés de surveiller les allées et venues de la population, ses contacts avec l'extérieur, ses comportements quotidiens. Pour l'implantation de ces comités, les Affaires Civiles ont largement utilisé les oppositions, antagonismes et les contradictions religieuses existant dans les communautés. En effet, seules certaines églises ou sectes (19) sont autorisées à s'établir dans les « pôles de développement », et ce sont leurs pasteurs qui sont chargés de ces contrôles. Dans ce contexte, de nouveaux systèmes de représentations sont programmés, de nouvelles interprétations de l'existence avancées. De nouveaux processus idéologico-interprétatifs et intégratifs deviennent nécessaires, et de nouveaux rapports sociaux sont ainsi constitués, définissant une demande d'ordre idéologique que, dans certains cas, l'armée essaie elle-même de satisfaire. Dans d'autres cas, elle recourt à des institutions autres. Pour ce faire, ces institutions sont seules autorisées à s'établir dans ces centres de concentration de population paysanne ; leur mission consiste à injecter des références idéologiques en vertu desquelles la « population captive » reformule – et reconnaît – le sens de son existence et de son combat. Ces églises tirent profit du rôle qui leur est assigné : l'emprise sur la population constitue une aubaine pour leur prosélytisme. En effet, la guerre affecte prioritairement les hommes adultes en âge de combattre. Ce sont eux qui sont recrutés, de gré ou de force, par l'armée ; ce sont eux qui sont incorporés à la guérilla ; ce sont eux les premières victimes de la confrontation.

Ceci modifie en profondeur les rapports sociaux villageois et familiaux. Les femmes doivent assurer la subsistance des enfants et des vieillards, elles assument un rôle d'autorité et gèrent les rapports avec les nouvelles administrations. Or, elles ne peuvent assumer tout cela du jour au lendemain. De nouveaux canaux de socialisation sont nécessaires, de nouvelles structures se mettent en place, de nouveaux lieux d'identification naissent. La conversion en est une, et des plus efficaces : les micro-sociétés de convertis offrent des lieux de reconnaissance et de réconfort, de restructuration et d'expression de l'affectivité, d'attache sociale, de conjuration du malheur, de la maladie, de la mort.

Les Forces Armées créèrent, comme projection de cette « idéologie de l'auto-défense face à la guérilla », des Patrouilles d'Auto-défense Civiles — PAC —, grâce auxquelles près d'un million de personnes résidant dans les zones rurales ont été intégrées à la logistique de l'armée. Les Affaires Civiles coordonnent, ici aussi, la relation patrouille-commandement militaire. Cette coordination passe également, dans la plupart des cas, par l'opposition et l'utilisation des antagonismes religieux : ce sont souvent les pasteurs des églises et/ou des sectes

d'origine protestante qui sont chargés de coordonner les patrouilles locales, ce qui permet à ces groupes de se renforcer politiquement et socialement, tant au niveau local qu'au niveau national.

3. La dépendance alimentaire « pour le contrôle des consciences »

Les modalités d'intervention décrites ci-dessous correspondent à cette phase que l'Etat Major nomme « enlever l'eau au poisson ». La phase suivante impliquait la construction de routes, de pistes, de centres militaires, d'une infrastructure indispensable à la création au coeur même de ce qui avait été le « dispositif adverse », de bases à partir desquelles seraient lancées les opérations de l'étape suivante. Mais pour construire cette infrastructure, il fallait avoir recours à la seule main d'oeuvre disponible: la population captive concentrée dans les « pôle de développement ».

Arrachées à leur territoire, ces populations avaient été, par là même, éloignées de leurs bases productives : les modalités traditionnelles d'accès aux moyens de subsistance avaient disparu. Par ailleurs, l'armée, tout au long de ses opérations, se donnait pour objectif prioritaire la destruction systématique de tout ce qui pouvait, de près ou de loin, servir à la logistique des insurgés. La destruction des moyens de subsistance était, de ce fait, prioritaire : maïs, haricots, Calebasses, poules, porcs, etc. étaient volés, tués, brûlés. Ainsi, même la population qui avait réussi à échapper au contrôle imposé par les forces armées était obligée, tôt ou tard, de faire son choix: se rendre et accepter les modes d'existence des villages stratégiques, ou aller chercher refuge dans les régions montagneuses contrôlées par les insurgés et, donc, devenir le point de mire des attaques de l'armée.

Cette logique plaça des milliers de personnes en situation de totale dépendance: subsister voulait tout simplement dire « être » alimenté, donc soumis. Mais surtout cela signifie que ce n'est plus le père de famille qui subvient aux besoins alimentaires de sa progéniture car ce n'est plus lui qui possède les terres, ni même son produit. Il n'est plus le maître des divinités, il n'est plus le maître des rapports avec les ancêtres, le garant des récoltes. Cela signifie que la logique sous-jacente au système d'autorité n'a plus de raison d'être : la médiation du rôle de reproducteur est ailleurs.

Cette situation, l'armée l'avait préparé de longue date. Elle avait prévu les besoins financiers. Elle avait calculé l'aide alimentaire nécessaire. Elle avait cherché à la faire financer par les organismes internationaux, comme le montrent les accords signés :

— le 3 août 1982. Signature d'une lettre d'accord avec le Programme Mondial d'aliments concernant les zones en conflit ;

Les spectres de Malthus

— le 31 août. Signature d'un contrat de prêt de l'AID d'un montant de 3 millions de dollars pour « l'éducation extra-scolaire dans la zone en conflit » ;

— le 15 octobre. Le gouvernement des Etats-Unis se porte garant pour deux prêts d'aide : l'un de la BID et l'autre de la BIRF pour des montants respectifs de 71 millions de dollars et 100 millions de dollars, destinés à l'installation de « lignes téléphoniques rurales », à l'électrification, au développement de la petite industrie et à l'éducation pour les mêmes régions ;

— le 22 octobre, le gouvernement décide de l'émission de bons, représentant une somme de 1 350 millions de quetzales, (chiffre gigantesque pour un pays comme le Guatemala) afin d'avoir suffisamment de liquidités pour financer la politique de la terre brûlée et de concentration de la population ;

— le 3 décembre, le Secrétariat à la Planification économique souscrit un accord avec l'UNICEF pour l'aide aux enfants dans les zones rurales ;

— le 10 février 1983. Nouvel accord de prêt avec l'AID de 10 millions de dollars destinés à améliorer la balance des paiements, à la condition que la contrepartie locale soit consacrée aux programmes de développement des coopératives agricoles, aux travaux et aux services dans les zones rurales, à travers les ONG et le développement communal ;

— Plus tard, pendant le gouvernement de Mejia Vactors, la FAO envoie à nouveau 1,9 millions de dollars pour un projet d'aide alimentaire dont l'objectif est de combattre pendant un an les effets de la malnutrition chez les groupes les plus vulnérables : les enfants en âge préscolaire, les femmes enceintes ou qui allaitent, ce qui représentait 70 000 personnes d'après les calculs du gouvernement.

A titre d'exemple, voici le cas du Programme Mondial des Aliments: le décret-loi du 3 août 1982 approuve et met en vigueur la *Carta de entendimiento* souscrite par la Programme Mondial des Aliments de la FAO et le gouvernement du Guatemala. Ce document nous apprend que la demande d'aide alimentaire avait été déposée le 3 mars de la même année par le gouvernement du général Lucas, soit vingt jours avant le coup d'Etat qui allait rendre possible l'application -grandeur nature- de la stratégie « enlever l'eau au poisson ». Ceci apparaît clairement lorsque nous considérons que dès le premier protocole signé, cette aide est appelée « aide alimentaire d'urgence », dénomination ainsi élucidée plus tard par le gouvernement Ros Montt : « aide aux personnes déplacées, plus particulièrement dans l'Altiplano occidental ».

Les quantités demandées constituent également un élément révélateur: dans un premier temps, il s'agissait de subvenir aux besoins de

125 000 personnes pendant quatre mois,¹⁷ selon le protocole qui déterminait également les conditions de répartition : « distribution gratuite sans aucune forme de discrimination liée à la communauté d'origine ». En contrevenant aux engagements que le Gouvernement avait signés avec le PMA de la FAO, Rios Montt déclare unilatéralement, quelques jours après avoir reçu cette aide, que celle-ci « serait distribuée gratuitement à la population mais uniquement sous réserve que les paysans se mettent à la pioche, au pic, à la houe, à la pelle et à la brouette ».

Mais, en réalité, l'aide alimentaire dépassait largement les chiffres officiels du PMA. En effet, le soutien d'organismes, à la fois privés et publics, des Etats-Unis fut, bien que difficile à évaluer, massif. D'une part, AIDE et CARE et, d'autre part, une multitude de sectes et d'organisations religieuses canalisèrent, par le biais de l'Eglise du Verbe « dont Rios Montt était pasteur » l'aide alimentaire et financière¹⁸.

Officiellement, le Programme d'Aide Alimentaire était coordonné par le Comité National d'Urgence, dont le directeur était Humberto Flores Soria, assurait le relais entre les autorités du Programme Mondial d'Alimentation et le gouvernement. En réalité, c'est la Section des Affaires Civiles qui, en collaboration avec la FUNDAPI (Fundación de Apoyo a la Población Indígena), organisation de l'Eglise du Verbe, contrôlait la distribution sur le terrain. Des hommes comme Harris Withbech, conseiller de Rios Montt, étaient présents dans les deux structures avec d'importantes responsabilités.

Ce programme se déroula en trois étapes, chacune d'entre elles ayant une dénomination descriptive spécifique *Frijoles y Fusiles* -2F- (haricots et fusils), *Techo, Tortillas, Trabajo* — 3T — (toit, tortilla et travail) et *Pico y pala* — 2P — (pic et pelle).

La première, « Haricots et Fusils » correspond à l'étape de la terre brûlée : il s'agit de regrouper la population disloquée et de la concentrer

17. La dotation du Programme Mondial d'Aliments de la FAO comportait : 3 000 tonnes métriques de maïs pour constituer des rations journalières de 200 grammes ; 1 500 tonnes métriques de farine pour des rations journalières de 100 grammes ; 400 tonnes métriques de lait en poudre pour des rations journalières de 30 grammes et 300 tonnes d'huile pour des rations journalières de 20 grammes. L'aide était attribué et pour une période de quatre mois, ce qui veut dire qu'elle couvrirait environ les besoins de 125 000 personnes.

18. Le Rév. Mario Carillo Ortiz, pasteur évangélique du Guatemala, dans « La Iglesia Evangelica en Guatemala » (*Polémica*, n° 9), cite les organismes religieux qui collaborent étroitement avec elle : le Club 700, dirigé par le télé-évangéliste Pat Robertson, Billy Graham Association, Bill Bright's Campus Crusade for Christ, Youth With A Mission, Living World Community, Gospel Outreach of Pennsylvania, International Love Lift, Mundial Vision, Instituto Linguistico de Verano, Cruzada Luis Palau, etc.

autour des détachements militaires. Haricots — aide alimentaire — et fusils — armement —, voici ce que demande Rios Montt. Mais cette population ne peut continuer à vivre indéfiniment dans les conditions précaires des premiers temps. Il faut la stabiliser. « Toit, Tortillas et Travail » prend en compte le nouveau contexte : on donnera un « toit » — une maison —, des « tortillas » — galettes de maïs constituant la base de l'alimentation indienne et qui désignent génériquement l'ensemble des aliments — à ceux qui contribueront par leur travail aux projets d'infrastructure. Une fois la population ainsi stabilisée, elle est intégrée, en tant que main d'oeuvre permanente par le biais du programme « Pic et Pelle ».

Mais que se passait-il sur le terrain ? Un premier constat est nécessaire: l'aide alimentaire publique ou privée qui arrivait au Guatemala était transportée par l'armée vers les régions où se déroulaient les opérations. Sur place, elle était livrée aux sectes et/ou aux ONG qui avaient reçu préalablement l'autorisation de s'installer dans les « Aires d'Accès Restreint »¹⁹.

Arrachées à leur terre, à leur espace rituel, à leurs lieux de culte, aux réseaux sous-jacents des représentations, destructurées dans leur conscience et dans leur émotivité, ces populations ainsi concentrées devenaient la proie facile de prosélytismes simplistes et réducteurs. Mais à l'efficacité des méthodes évangéliques venait s'ajouter l'argumentation incisive et décisive de la « charité » dépendante : celui qui se convertit mange ou, au moins, mange mieux que les autres. Cette emprise sur les consciences faisait clairement partie des intentions des conseillers de l'armée, à tel point qu'ils firent tout leur possible pour écarter l'Eglise Catholique de toute participation dans la distribution

19. C'est avec ce terme que l'on désignait les régions dans lesquelles l'armée appliquait la politique de la terre brûlée et sur lesquelles on ne pouvait circuler qu'avec une autorisation spéciale des autorités militaires. Parmi les églises et sectes et ONGs autorisées citons: *Americanos por una Centroamérica Libre*, *Facts of Faith* (finacé par Ministries de Larry Jones et par l'Asociación Don Stewart de Phoenix, Arizona), *Missionary Ventures*, *National Defense Council Foundation* (dont le président est Carlos Ráfrez, pasteur de l'Eglise du Verbe), *Instituto Lingüístico de Verano*, *Fondo ixil* (dirigé par le fils de Ray Elliot et finacé par l'Association Billy Graham Kids Alive et la Fondation de Pasteurs Evangeliques Ixils), *Youth with a Mission* (finacé par les Fonds Bill Brights', Campus Crusade for Christ, et le Club 700 de Pat Robertson), *Air Commando Association* (intégré par des anciens membres des forces armées USA), *Thresholds Foundation*, *Misión Centroamericana*, *Continental Youth for Christ* (finacé par Mission Crusade, Open Doors, World Missionary Team), *Mission Aviation Fellowship*, *Globe Missionary Evangelism*, *Living Water Ministries*, *Programa de Ayuda para los vecinos del Altiplano* (fondé par D. Wheeler, M. Shawcross et Harris Whitbeck de l'Eglise du Verbe), *Instituto de Asuntos culturales* (finacé par AID et l'armée USA), etc.

alimentaire. Cela était du reste si évident que les autorités du Programme Mondial d'Aliments obligèrent le gouvernement à faire figurer explicitement dans le protocole la participation de CARITAS, organisme dépendant de l'Eglise Catholique, parmi les acteurs dans la distribution.

La coordination générale de cette relation armée-sectes-population revenait à l'Eglise du Verbe, par le biais de FUNDAPI, créée, dirigée et contrôlée par les responsables de l'Eglise du Verbe elle-même. De quoi s'agissait-il exactement ? L'Eglise du Verbe²⁰, branche guatémaltèque de Gospel Outreach de Californie, arrive au Guatemala — comme la plupart des sectes fondamentalistes installées dans le pays — à la suite du tremblement de terre de 1976 qui laissa sans abris un millions d'Indiens. Elle est dirigée par un « conseil d'anciens » parmi lesquels figurait le Président de la République et une bonne partie de ses conseillers, tels que Harris Whitbeck (ingénieur militaire d'origine nord-américaine, spécialisé dans les techniques de contre-insurrection et sous la direction duquel se dérouleront les travaux d'infrastructure dans les régions stratégiques), Alfredo Kaltschimdt (délégué personnel de Ros Montt dans les aires stratégiques de Alta Verapaz), Jesse Camey (responsable du Programme d'Aide des Zones en Conflit — PAAC —), Georges Hughes (missionnaire, ingénieur de Portland, chargé de la construction de pistes d'atterrissage pour l'armée dans la zone ixil) etc.

Quel a été son rôle exactement ? Dans un document intitulé *Reconstruire avec l'autorisation du roi*, FUNDAPI décrit ainsi ses activités :

— *La FUNDAPI donne de la nourriture provenant des Etats-Unis aux veuves, aux orphelins et aux réfugiés (c'est le soutien privé apporté à la stratégie de la terre brûlée) ;*

— *La FUNDAPI demande 3 millions de dollars aux chrétiens nord-américains pour s'occuper de 50 000 familles qui ont besoin de 500 000 tôles de zinc (utilisées pour la toiture des villages stratégiques) ;*

— *La FUNDAPI a construit deux pistes d'atterrissage dans les villages Chajul et Cotzal (pourquoi ces communes auraient-elles besoin de pistes d'atterrissage ! En réalité, il s'agit des pistes utilisées par le contingent militaire) ;*

— *La FUNDAPI construit des routes d'accès aux zones en conflit, fermées au public, pour qu'arrivent sans tarder les fruits de la générosité, ... !*

20. En 1983, elle apporta 1.5 million de dollars pour la pacification et les villages stratégiques.

Voici un témoignage — qui en dit long — sur l'imbrication armée-église du Verbe-Sectes. Il est rapporté par Ray Elliot²¹ de son séjour à Nebaj, en juillet 1982, programmé par les experts de l'Eglise du Verbe: *les équipes Wycliffe (traducteurs de la Bible) qui travaillent sur la zone ixil ont débattu avec certains membres de la Fondation Behrhorst de la manière de faire parvenir l'aide dans la région ixil. Je me suis en particulier entretenu avec le Docteur Caroll Behrhorst et avec Harris Whitbeck. Harris est un des membres dirigeants de la fondation. Le Président du Guatemala lui-même, ainsi que des membres de l'Eglise du Verbe, et en particulier son équipe missionnaire, se sont interrogés sur les possibilités qu'ouvre l'aide de faire de cette zone le berceau de plus amples activités évangéliques.*

La méthode était claire: utiliser l'infrastructure des églises, des sectes et des ONG présentes sur le territoire pour exécution des plans de l'armée. Ceci était facilité par le fait que les responsables des programmes gouvernementaux étaient à leur tour membres d'une des églises et/ou des ONG. Harris Whitbeck — dont parle Elliot — était, d'une part, missionnaire nord-américain conseiller de l'Eglise du Verbe et, d'autre part, ingénieur expert en construction militaire et dans les techniques contre-insurrectionnelles. Il participait, en tant que représentant personnel de Rios Montt, aux réunions du Comité de Reconstruction Nationale. C'est lui qui a dirigé la construction de la route stratégique de Nebaj, en appliquant le « programme nourriture contre travail ». C'était le conseiller principal de Rios Montt et son contact avec Washington. Comme le montre le journal de Elliot, il se trouve au centre de la coordination de la stratégie.

Depuis les Etats-Unis, c'était le Gospel Outreach, église mère fondatrice de l'Eglise du Verbe au Guatemala, qui se chargeait de canaliser hommes et moyens : *Puis quatre dentistes volontaires ont décidé de partir au Guatemala pour aider à résoudre les problèmes dentaires. Ils sont tous du nord de la Californie, près du siège de « Gospel Outreach », cette même organisation qui implanta l'Eglise du Verbe il y a quelques années. Des membres des églises de Gospel Outreach des Etats-Unis les ont aidés par l'envoi de matériel et des amis dentistes leur ont prêté des instruments. Après avoir longuement débattu, la*

21. Ray Elliot, pasteur nord-américain, arrive au Guatemala en 1954, peu de temps après le coup d'Etat de Castillo Armas. Membre de l'Instituto Linguistico de Verano, il s'établit dans la région ixil où il commence à apprendre la langue pour traduire la Bible. Il revient dans la région en 1982 et l'Eglise du Verbe l'engage comme traducteur pour les experts nord-américains qui arrivent dans la région sous le couvert de l'assistance technique.

Mission a décidé que tous les quatre devraient partir à Nebaj, s'ils pouvaient trouver des interprètes. Mais il y a très peu de personnes qui parlent anglais à Ixil. Les membres du Verbe connaissaient en déjà notre existence. Il y a peu de temps, ils nous avaient déjà aidé à acheminer 50 sacs de maïs à Nebaj. Ils nous ont demandé de servir d'interprètes aux dentistes. Nous avons accepté. Le Président du Guatemala a donné l'ordre aux Forces Aériennes de nous acheminer jusqu'à Nebaj en hélicoptère. Ce fut, à de multiples égards, un projet de véritable coopération. (...) Nous sommes partis pour Nebaj le lundi 5 juillet 1982 avec Alfredo Kaltschimdt (délégué de Rios Montt dans la région militaire de Alta Verapaz) du Gospel Outreach (...). Nous avons atterri sur l'héliport de Nebaj qui se trouve à côté du nouveau marché. Parmi ceux qui nous ont accueillis figuraient le commandant, un lieutenant-général et son second, un capitaine. Le commandant a donné l'ordre qu'un camion militaire emporte nos bagages à la mairie. (...) Pendant le déjeuner nous avons entendu un hélicoptère qui arrivait. Quelques minutes après, Alfredo Kaltschimdt est apparu, une malette noire à la main. Il m'a demandé si moi aussi j'avais une malette noire. Je lui est répondu que oui. Il m'a donc laissé la mienne et a repris l'autre, celle que j'avais prise par mégarde et qui était celle du pilote. Elle contenait de nombreux documents secrets très importants pour l'armée.

Ce témoignage explicite la synergie: évaluation des ressources et capacités disponibles en fonction de la spécialité et des compétences de chaque église, secte ou ONG, insertion au niveaux opérationnels, instrumentalisation pour répondre au besoins... Le rôle joué par les experts de l'Eglise du Verbe apparaît donc avec clarté : établir un pont entre l'armée et les églises, coordonner les modalités d'intervention, mettre au service des plans du haut commandement et des commandements locaux les organisations de croyants.

Lorsque je suis revenu à la mairie, peu après midi, j'ai rencontré Aníbal García, de la Fondation Berhorst, Harris Whitbeck, Bob Means, Alfredo Kalschimdt et une équipe de 3 télé-évangélistes de CNB TV (chaîne de télévision du Club 700, dirigée par le télé-évangéliste Pat Robertson), sous la direction de Mike Way. J'ai déjà parlé de Harris. Alfredo et Bob appartenaient au Gospel Outreach, la mission qui est à l'origine de l'Eglise du Verbe. Bob est reparti samedi aux Etats-Unis pour coordonner la recherche de fonds, de matériel et leur acheminement. Mike Rabe fait partie de Water for the People...

Ce témoignage -et sans doute témoin- permettent de s'interroger sur la nature du processus : s'agit-il d'un retour au religieux (comme certains veulent nous le faire croire) ou d'un recours au religieux qu'on instrumentalise pour garantir l'efficacité sociale ?

La situation de guerre a donc modifié profondément les rapports de force au sein des groupes de croyants : l'utilisation des conflits dans le

déclenchement de l'adhésion, le positionnement social qu'implique la conversion, la redéfinition subjective des repères de l'appartenance conditionnés par le repositionnement des églises et des sectes dans les nouveaux contextes du rapports des forces, autant de facteurs nouveaux à prendre en compte. Autant de raisons de disqualification de « l'autre » représenté par les croyances traditionnelles, « satanisées » par les nouveaux arrivants porteurs d'un nouveau « mode de d'emploi » : ils nient le bien-fondé de ces représentations et substituent leurs propres miracles — les vrais — aux miracles locaux — les faux. Ils revendiquent le droit de « convertir » toute la société, de construire subjectivement l'expérience objective des groupes sociaux, au nom d'une vision du monde et de valeurs se voulant universelles et obligatoires.

*
* *

Frappées donc de plein fouet par les effets des processus de polarisation lors des conflits armés, converties en réservoirs de main d'oeuvre pour les besoins stratégiques des opérations militaires, placées dans un milieu social sensible et instable, on ne laisse pas à ces populations la possibilité d'être neutres ou de défendre leurs propres intérêts, indépendamment de ceux de l'armée ou des insurgés. Victimes de la dialectique guerrière, encadrées militairement, elles sont contraintes, par le paroxysme des rapports de force, à une stratégie de survie et de résistance passive. Mais, par ses intervention, l'armée s'emploie aussi à atteindre ces résistances: en maintenant les population au seuil minimum de satisfaction des besoins alimentaires, elle les affaiblit psychologiquement. L'emprise idéologique et religieuse devient dès lors plus efficace.²²

Il apparaît donc clairement que le véritable enjeu de cette guerre est bien le contrôle de la vie sociale des populations indiennes et leur insertion dans la double polarité de la « rupture » et du « prolongement » des modes d'existence sociale. La guerre, en s'élevant progressivement au rang de composante du système social, ayant traversé une partie de l'histoire récente, doit être expliquée aussi —et peut-être surtout— par les changements qu'elle a apporté, elle-même. La paix dans la société guatémaltèque ne pourra être simplement « l'arrêt des affrontements armés ». Elle devra tenir compte des transformations et des

22. Claude Meillassoux et al. (1982) a analysé cette stratégie en Afrique du Sud. Au Guatemala cf. R. FALLA, *El hambre y otras privaciones inducidas por el Ejército de Guatemala sobre la población civil*, México, 1983, mimeo, 56 pp.

conditions créées. La guerre, étant « passée par là », a marqué les rapports sociaux, les identités, les consciences, les subjectivités. Elle a provoqué des soumissions et des révoltes, non seulement à cause des morts qu'elle a entraînées, mais aussi par ce qu'elle a imposé aux vivants. Or, tout ceci contribue à susciter de nouvelles révoltes, de nouvelles stratégies qui façonnent l'histoire à leur tour. En tout état de cause, une frange significative de la population, portée par des intérêts propres, rejette de plus en plus les rapports sociaux qui lui sont imposés, constituant de ce fait une catégorie sociale en rupture dont l'expression, bien qu'elle ne soit ni homogène, ni organisée, cherche les interstices laissées ouvertes pour reconstruire de nouveaux cadres de viabilité économique et sociale. Elle cherche à reconstituer des projets où investir son espérance en tant que groupes porteurs d'histoire, de logiques cognitives et sociales, de représentations, de modes d'existence hérités d'un passé enfoui dans la mémoire collective, qui sont ses véritables formes d'inscription. Les politiques volontaristes et répressives ont des limites : les acteurs sociaux cherchent à reconstruire de nouveaux espaces et de nouvelles formes de résistance pour reconstruire leur altérité, leurs appartenances dans ce contexte d'hybridation généralisée.

Références bibliographiques

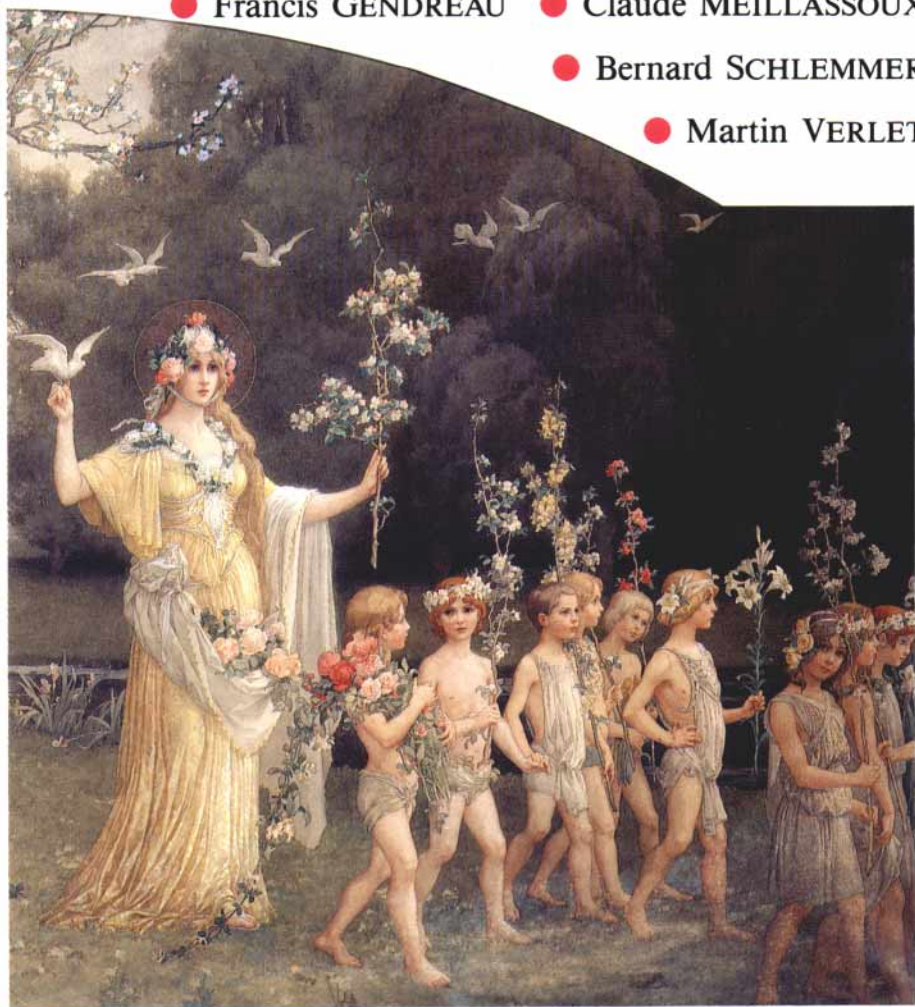
- AMNESTY INTERNATIONAL, 1981 : *Guatemala*, Amsterdam.
- ANZUETO, J.C., 1981 : « General Benito Lucas García : Ningún paíd nos va intimidar », in *Diario de Centro América*, Guatemala, 14.9.1990.
- AGUILAR ZINSER, A., 1982 : « De la tierra arrasada a la aldea estratégica », in *Nexos*, julio, México.
- AVANSO-IDES, C., 1990 : *ONG, Sociedad civil y Estado en Guatemala : elementos para un debate*, Guatemala, Avanso.
- BLAC, G., 1984 : *Garrison Guatemala*, London.
Centro de Estudios de la Realidad Guatemalteca 1985 « Contrainsurgencia y Régimen Constitucional », in *Temas de la Realidad Guatemalteca*, 1, (1), México.
- EBERWINE, D., 1983 : « La Iglesia del general Ríos Montt », *Uno más uno*, México, 5.3.1983.
- ELIOT, T.R., 1983 : « Informe de Ray Elliott », *Documentos*, Iglesias Guatemalteca en el Exilio, Managua, janvier, 1983.
- GABRIEL, L., 1982 : « Wir verändern die Lage im Land durch die Liebe », in *Die Tageszeitung*, Frankfurt/Berlin, 3.6.1992
- GANON, J., 1983 : « Evangelistas de Estados Unidos apoyan a Efraín Ríos Montt », in *El día*, México, 14.7.1990.
- GARCIA-RUIZ, J. 1985 : « Le religieux comme lien de pénétration politique et idéologique au Guatemala » in *Revue Française d'Etudes Americaines*, (24-25).
1988 : « L'Etat, le religieux et le contrôle de la population indigène au Guatemala », in *Revue Française de Science Politique*, 38, (5).
1990 : « Du Mouvement Universitaire catholique à la théologie de la libération », in *Archives des Sciences Sociales des Religions*, (71).
- GARCIA-RUIZ, J., C. MEILLASSOUX, 1986 : *La reproduction compromise: la stratégie de contrôle des populations au Guatemala*. Paris, Sociétés Rurales et Politiques de Développement.
- Gobierno de Guatemala, 1984 : *Polos de desarrollo y de servicios*, Guatemala, editorial del Ejército.
- Iglesia Guatemalteca en el Exilio, 1986 : *Guatemala: desarrollo concertado...*, (1).
- LAWRENCE, R., 1983 : « Evangelicals Support Guatemalan Dictatorship », *Convert Action*, Washington, janvier, 1983.

La guerre : au Guatemala

- MANZ, B. 1986 : *Guatemala : cambios en la comunidad, desplazamientos y repatriación*, México.
- McCLINTOCK, M., 1985 : *The American Connection*. vol. II *State Terror and Popular Resistance*, London.
- NAIRN, A., 1981 : « Reagan Administration Links With Guatemala's Terrorist Government », *Covert Action*, Washington, avril.
- ÑUSCUE, E., 1986 : *Los agentes del Xibalbá. Aspectos de las luchas indígenas en Guatemala*, Bogotá, Editorial Memoria.
- ORPA, 1978 : *La véritable dimension du racisme*, Genève, mimeo.
- SAY, M., 1982 : « La dictadura mesiánica de Ríos Montt », *El Día*, México, 22.9.1982.
1982, « Evangelicals Hold Positions of Influence in Guatemala's Inner Circle », *Los Angeles Times*, Los Angeles, 30.9.1982.
- WASHINGTON OFFICE IN LATIN AMERICA (WOLA), 1985, *Security and Development Conditions in Guatemala Highland*, USA, mimeo.
- VÁSQUEZ, J. M., 1982 : « Prophecy Comes True for New Leader in Guatemala », *Los Angeles Times*, Los Angeles, 28.3.1982

LES SPECTRES DE MALTHUS

● Francis GENDREAU ● Claude MEILLASSOUX
● Bernard SCHLEMMER
● Martin VERLET



CRSTOM



Francis GENDREAU, Claude MEILLASSOUX
Bernard SCHLEMMER, Martin VERLET

LES SPECTRES DE MALTHUS

**Déséquilibres alimentaires
Déséquilibres démographiques**

Co-édition

EDI (Études et Documentation Internationales)

**ORSTOM (Institut Français de Recherche pour le
Développement en Coopération)**

**CEPED (Centre Français sur la Population et
le Développement)**

EDI
29, rue Descartes
PARIS 1991